



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°4 | May 2018


Fondation Pierre du Bois
pour l'histoire du temps présent

L'intégration européenne et la reconfiguration du conservatisme helvétique

*Blaise Fontanellaz**

Le 19 janvier 2018, le conseiller fédéral Ignazio Cassis, membre du Parti libéral-radical et en charge des affaires étrangères, a tenu un discours sur la politique européenne de la Suisse à la 30^{ème} fête de l'UDC Zurich, l'Albisgüetli. Comment expliquer qu'un nouveau conseiller fédéral doive se soumettre à un « test » dans une fête de ce qui était naguère un petit parti suisse?

Cet article a pour but d'analyser comment s'est produite la modification du système de partis suisse de ces vingt-cinq dernières années, changement en lien étroit avec la question de l'intégration européenne. Ce bouleversement a amené le plus petit parti de la coalition gouvernementale helvétique, le parti agrarien (UDC), dans une concurrence conservatrice assumée, à devenir le premier parti du pays entraînant une reconfiguration électorale des partis bourgeois helvétiques, à savoir les démocrates-chrétiens (PDC), les libéraux-radicaux (PRD puis PLR) et bien sûr l'Union démocratique du centre (UDC). Pour ce faire, cet article choisit une approche d'histoire politique du temps présent. Nous allons essayer de situer l'UDC dans le cadre du populisme européen et du conservatisme tout en présentant historiquement les autres droites avant de voir comment l'enjeu européen a pu être le catalyseur d'une reconfiguration du conservatisme helvétique. Le paradoxe de la Suisse est bien là : pays fortement intégré économiquement à l'Europe, il est, avec le Royaume-Uni, qui a annoncé en 2016 sa sortie, le pays le plus réticent à l'intégration européenne, sans d'ailleurs y participer formellement, la population suisse ayant refusé à plusieurs reprises un trop grand rapprochement, suivant l'influence de l'UDC.

Pour beaucoup d'observateurs, l'UDC appartiendrait sans conteste à la famille populiste européenne et en serait même le parti le plus important. De plus, l'UDC est prise en exemple par des leaders populistes, comme Marine Le Pen ou Geert Wilders, qui admirent en outre le système de démocratie semi-directe helvétique. L'UDC correspond bien, en effet, à tous les critères du populisme reconnus scientifiquement comme : l'appel au sens commun de l'homme de la rue, la présence d'un leader charismatique, un discours anti-élite et anti-immigration, le nationalisme la prétention à être le seul représentant du peuple¹, voire un marketing politique agressif, ainsi qu'un fort euroscepticisme. Ceci est à l'image de bien



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°4 | May 20018

d'autres partis européens, comme le Parti de la liberté autrichien, le Parti populaire danois, les Vrais finlandais ou encore le Front National. Pourtant, selon le spécialiste du populisme, Cas Mudde, l'UDC est plutôt un parti mixte, combinant conservatisme et populisme, ce qui en ferait un « border case »ⁱⁱ. Les succès de l'UDC ne peuvent, en effet, pas être expliqués uniquement par le concept de national-populiste. C'est bien son ancrage historique dans le conservatisme démocratique helvétique qui explique ses succès, importants en comparaison européenne.

La montée en puissance de l'Union démocratique du centre (UDC ou Parti populaire suisse en allemand *Schweizerische Volkspartei* (SVP)) sera l'œuvre d'un homme d'affaire zurichois, Christoph Blocher, qui réactualisera l'héritage conservateur de ce parti historique intégré aux institutions suisses depuis les années 1920. Utilisant la question européenne et un marketing provocateur, il parviendra ainsi à faire de ce petit parti, le premier du pays, tout en empêchant une intégration de la Suisse dans l'Union européenne. C'est dans la section zurichoise, véritable laboratoire politique, que ce jeune trentenaire est élu président à la fin des années soixante-dix. Fils de pasteur réformé, il a, après un apprentissage de paysan, entrepris des études de droit, jusqu'au grade de docteur, et a fait d'une entreprise qui périssait la première du canton des Grisons, EMS-Chemie, devenant ainsi un riche homme d'affaire. Il applique de nouvelles méthodes à sa section cantonale, en organisant des rencontres avec la population pour cerner ses attentes, fonde une section jeuneⁱⁱⁱ, et renforce son positionnement vers un conservatisme libéral assumé, combinant conservatisme moral et libéralisme économique, étant lui-même fortement influencé par les philosophes phares du nouveau libéral des années soixante-dix (Hayek, Friedman)^{iv} et son milieu réformé d'origine^v. Cette configuration idéologique n'est pas sans rappeler ce que les politistes anglo-saxons appellent le *conservatism new-right* ou Nouvelle droite, incarné notamment par Margaret Thatcher et Ronald Reagan^{vi}. Le parti se positionne alors sur l'immigration et propose une plus grande répression de la criminalité, ce qui finit par payer électoralement. En effet, la section zurichoise passe de 11,2% des voix en 1975 à 20,2% en 1991^{vii}. L'enjeu suivant pour Christoph Blocher est d'appliquer ces recettes au parti suisse comme on va le voir. Pourtant ce positionnement, « populiste », trouve ses racines dans une histoire plus ancienne.

En effet, l'Union démocratique du centre naît dans les milieux paysans et artisanaux des cantons protestants, comme dissidence conservatrice du Parti radical-démocratique, en réaction à la Première guerre mondiale. Le parti moderne est fondé au niveau national en 1937 comme Parti des paysans, artisans et indépendants (PAI), autour des classes moyennes du monde rural. Il affiche un nationalisme convaincu et un anti-socialisme viscéral. Il est intégré au gouvernement fédéral dès 1929. Un peu assoupi durant la Guerre froide, il change de nom en 1971 pour devenir l'Union démocratique du centre (UDC ou SVP) et tente de changer son orientation vers le social-libéralisme et le centre politique sans que cela n'affecte le



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°4 | May 20018

conservatisme affirmé de certaines sections, notamment la zurichoise. Christoph Blocher et ses proches réactualiseront ce conservatisme historique teinté de nostalgie ruraliste, en y amenant toutefois une défense, parfois non sans ambiguïté, du libéralisme économique impliquant de fortes analogies avec le conservatisme américain.

L'UDC n'avait toutefois pas le monopole du conservatisme comme l'histoire des autres droites helvétiques le montre. Si le conservatisme n'a pas bonne presse dans le langage courant et que son étude a été abandonnée par le monde académique, nous pensons au contraire qu'il garde une certaine pertinence théorique. Nous définissons ici le conservatisme comme issu de l'expérience anglo-saxonne^{viii}. Il sera donc compris comme la rencontre^{ix} entre les traditions libérale et réactionnaire, comme a tenté de le définir de manière intéressante François Huguenin^x; ce qui s'incarne principalement dans sa version anglo-saxonne ainsi que suisse. Regardons brièvement comment il s'incarne dans l'histoire politique des autres droites en Suisse.

Si nous ne nous concentrons pas sur le 19^{ème} siècle, il est à noter que les mouvements radicaux émergent à partir des années 1830 comme aile « radicale » du libéralisme en place. Les radicaux, incarnation de la bourgeoisie protestante ou catholique républicaine sont réunis autour de l'idée d'unification étatique de la nation et d'un anti-catholicisme violent ainsi que d'associations patriotiques visant à promouvoir les sentiments nationaux; en cela, il s'agit bien d'un national-libéralisme^{xi}. Créé en 1894, il personnifiera l'Etat et ses institutions (armée et fonction publique, poste et chemins de fers) mais aussi l'économie privée. A partir du XX^{ème}, le parti révolutionnaire devient en partie conservateur. Le Parti radical-démocratique fait alors en effet partie de ce moment historique d'un libéralisme épousant les valeurs conservatrices de la société qu'a identifié Marcel Gauchet^{xii}. Il se voulait le défenseur et l'incarnation de l'identité helvétique. Ces valeurs helvétiques se retrouvent à partir des années 1930 dans la Défense spirituelle du pays (*Geistige Landesverteidigung*), censée incarner la résistance spirituelle d'une nation de volonté (*Willensnation*) qui, en l'absence d'unité linguistique et religieuse, se réunit autour de ses racines chrétiennes, de sa démocratie directe, de son fédéralisme et de sa neutralité face aux menaces totalitaires (communiste et fascistes). Cette « Défense spirituelle » sera le ciment idéologique de la coalition bourgeoise et ce jusqu'à la fin de la Guerre froide. Parti institutionnel, enfermé dans le compromis, peu à l'aise pour appréhender les changements issus de Mai 68^{xiii}, qui amènent de grands bouleversements, le Parti radical se convertit au néo-libéralisme ou au « moins d'Etat » à partir de la fin des années soixante-dix, et ce non sans impliquer de sérieuses contradictions avec son héritage historique de parti étatique, changement de paradigme qui signale d'ailleurs le début de son déclin au niveau fédéral^{xiv}, tandis que les institutions de diffusion de son idéal patriotique tombent en désuétude.



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°4 | May 20018

Le Parti démocrate-chrétien se définit, lui, originellement comme un parti de défense confessionnelle catholique face aux attaques laïcistes des radicaux. Les catholiques, alors minoritaires dans la population du pays (environ 40%) sont retranchés dans leurs fiefs cantonaux montagneux que l'historien Urs Altermatt a appelé le « ghetto catholique »^{xv}, incarné également culturellement dans une contre-société catholique composée de tout un tissu associatif. Fondé officiellement en 1912 comme Parti conservateur populaire, il épouse les changements socio-politiques induits par le Concile Vatican II et change de nom en devenant le Parti démocrate-chrétien suisse (PDC) en 1970. Parallèlement, il abandonne le conservatisme ainsi que la doctrine sociale de l'Eglise catholique romaine comme fondements de son idéologie politique au profit du social-libéralisme. Il doit également affronter la forte sécularisation des catholiques suisses. Un bon indicateur de ces changements est l'abandon progressif du combat anti-avortement. Il défend encore farouchement son interdiction en 1977, puis adopte, lors de sa dépénalisation en 2002, une position peu limpide sur fond de tensions internes, et finalement refuse une proposition en 2014 qui prévoyait que l'avortement ne soit pas remboursé par l'assurance-maladie, un projet soutenu par l'UDC qui s'était également opposée à la dépénalisation de l'IVG en 2002.

Cette convergence idéologique des trois droites lors de la fameuse Défense spirituelle de la Suisse, incarnation du conservatisme helvétique, va connaître un bouleversement avec la fin de la Guerre froide et l'arrivée de la question européenne. La fin de l'anticommunisme et du consensus sur le rôle international de la Suisse va signer la fin de ce conservatisme transpartisan.

La fin de la Guerre froide coïncide en Suisse avec une crise des « valeurs helvétiques » qui se poursuivra tout au long des années quatre-vingt-dix. On apprend à la fin des années quatre-vingts, avec le scandale de l'Affaire des fiches, que l'Etat a surveillé un nombre extrêmement important de citoyens suspectés de sympathies communistes. Cela coïncide avec l'attaque de l'armée en votation populaire par les antimilitaristes avec une initiative demandant sa suppression et qui obtient un score honorable^{xvi}, véritable traumatisme au pays du citoyen-soldat. Puis, arrive la question des relations de la Suisse avec le régime hitlérien durant la Seconde Guerre mondiale avec l'Affaire des fonds juifs en déshérence^{xvii}, finissant avec la nouvelle donne géopolitique, d'achever l'image positive de la neutralité. On assistera d'ailleurs à une « querelle d'historiens » à la sauce helvétique, où s'affrontent une perspective critique et une vision plus essentialiste des fondements du pays, comme le résume l'historien Olivier Meuwly^{xviii}, incarnée par l'arrivée d'intellectuels de l'UDC comme l'historien Christoph Mörgeli. Mais c'est également le fédéralisme, la démocratie directe, la neutralité et l'utilité de l'indépendance du pays qui sont questionnés avec l'arrivée de la question européenne. Les partis bourgeois se trouvent désarmés pour défendre les valeurs perçues comme typiquement helvétiques issues de la Défense spirituelle, quand ils ne participent pas



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°4 | May 20018

directement à la critique de celles-ci. En effet, de manière progressive à partir des années quatre-vingt et jusqu'à aujourd'hui, les élites académiques ne sont plus en adéquation avec les valeurs défendues par les droites suisses. Une nouvelle génération, issue en bonne partie de Mai 68 et orientée à gauche, a remplacé les élites académiques conservatrices ou libérales qui ont fini par disparaître des chaires de sciences humaines et sociales du pays. Cette situation a privé depuis des années les droites helvétiques d'apports intellectuels qui ont ainsi perdu l'initiative sur le plan des idées, et ce particulièrement en l'absence de think tanks partisans, à la différence de l'Allemagne et des Etats-Unis.

Ce n'est pas la seule caractéristique de cette période historique. S'y ajoute en effet une grave crise de la presse partisane qui maltraite également le débat d'idées. Les grands titres « partisans » tendent à se recentrer telle que la *Neue Zürcher Zeitung* (NZZ) NZZ dont l'héritage radical recule,^{xix} de *La Liberté* qui s'éloigne de son milieu catholique-conservateur d'origine, suivant en cela la sécularisation, et de l'élimination de son pendant alémanique le *Vaterland*. Enfin, disparaissent également la *Gazette de Lausanne* et le *Journal de Genève* signant l'arrêt de mort du libéral-conservatisme intellectuel qui rayonnait bien au-delà de la Suisse^{xx}.

C'est toutefois l'enjeu européen qui va incarner le désarroi des deux partis historiques, le PRD et le PDC. Si la Confédération helvétique s'est longtemps méfiée de la construction européenne en raison de sa supranationalité et sous les motifs de préserver sa neutralité, son fédéralisme, sa démocratie directe et son indépendance, elle a dû entamer un rapprochement avec les Communautés européennes, suite à l'invitation de la Commission européenne pour la création d'un Espace économique européen (EEE) en 1989, véritable accès au marché intérieur pour la Suisse^{xxi}, où s'appliqueraient les quatre libertés (commerce, services, finance et personnes).

Comme on va le voir, certains partis sont en partie divisés lors du référendum du 6 décembre 1992 portant sur l'accord de l'EEE qui bénéficie pourtant du soutien des associations économiques, des médias, de l'ensemble des partis politiques ainsi que du gouvernement. Christoph Blocher, en vrai entrepreneur politique, va saisir cette opportunité en incarnant l'opposition au traité, avec l'aide de la section zurichoise du parti, et de l'Action pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN), fondée par des politiciens bourgeois qui s'étaient opposés, avec succès, à l'adhésion à l'ONU en 1986. Le congrès national de l'UDC va suivre la section zurichoise, mais non sans susciter de fortes tensions avec son aile social-libérale plus consensuelle, puissante dans ses fiefs bernois, vaudois et grisons et dans la députation au Parlement fédéral.

Gardien du *Sonderfall*^{xxii} (« cas particulier suisse »), le Parti radical n'est, dans un premier temps, pas très à l'aise face à ce traité supranational. La plus-value économique de l'EEE et l'engagement actif de son conseiller fédéral Jean-Pascal



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°4 | May 20018

Delamuraz finissent par convaincre les militants dont les délégués du parti qui soutiennent par un « oui massif » lors du congrès s'y référant. Outre les pro-EEE, il compte une aile plus eurosceptique, emmenée par Otto Fischer, ancien directeur de l'Union suisse des arts et métiers (USAM)^{xxiii} et co-fondateur radical de l'ASIN aux côtés de Christoph Blocher, et le conseiller national Jean-Pierre Bonny, tandis que de l'autre côté, une aile plus maximaliste souhaite une adhésion rapide à la Communauté européenne, ce qui écartèle le parti en trois tendances.

Finalement le traité est refusé à 50,3% des votants, ainsi que dans 16 cantons sur 23, avec un clivage entre francophones et germanophones confirmant le *Röstigraben*^{xxiv} vécu comme un véritable traumatisme national. On trouve également un clivage entre villes et campagnes ainsi qu'un clivage entre la classe politique et médiatique et le peuple, surtout dans la partie alémanique et qui annonce la fracture populiste tandis que les classes populaires commencent à voter contre l'ouverture internationale de la Suisse. A l'image des campagnes sur le Traité de Maastricht en France et au Danemark au même moment, la votation sur l'EEE amène la naissance d'un euroscepticisme politique organisé en Suisse.

C'est ensuite la question de l'adhésion à l'Union européenne qui sera particulièrement clivante pour les partis helvétiques, après celle de l'EEE déjà chahutée et ce particulièrement dans les deux partis historiques, le PRD et le PDC. Un référendum d'initiative populaire « Oui à l'Europe » lancé par les mouvements pro-européens (rassemblés ensuite dans le Nouveau Mouvement Européen de Suisse NOMES) et prévoyant l'ouverture immédiate de négociations d'adhésion avec l'Union européenne, va en effet obliger les partis à se positionner lors de la votation de mars 2001.

Ainsi, en avril 1995 a lieu un congrès du Parti radical à Interlaken consacré à sa politique étrangère. Peu contentes du résultat du texte proposé au congrès, trop général et peu ambitieux, des sections romandes proposent alors un amendement, porté par des professeurs d'université. Il prévoit que « L'entrée dans l'UE est un but stratégique à long terme » et soutient l'initiative du NOMES. Ce changement est spectaculaire pour l'orientation du parti du *Sonderfall*. Il ne sera en revanche pas suivi d'effet, le parti décidant de recommander le rejet l'initiative du NOMES qui priverait le gouvernement de marge de manœuvre.

Le Parti démocrate-chrétien, lui, après l'EEE, va s'engager plus activement encore, en soutenant l'adhésion à l'Union européenne, en cela fidèle à la démocratie chrétienne européenne^{xxv}. Elle devient le thème de l'assemblée des délégués en avril 1998 qui adopte le principe avec seulement une faible opposition. Véritable révolution pour le conservatisme



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°4 | May 20018

catholique helvétique qui défendait jusque-là le *Sonderfall* helvétique à l'image des radicaux. A la différence du PRD, le PDC ne se contente pas de l'inscription de l'adhésion dans son programme mais soutient également l'initiative populaire du NOMES. Ce soutien est toutefois trompeur car il a été démenti par la base. En effet, pas moins de 18 sections cantonales vont finalement s'opposer à cette position, traduisant bien le malaise du parti face à l'objet européen.

Les suites du refus de l'EEE ont été l'occasion pour Christoph Blocher et ses proches de contrôler l'UDC suisse afin de le convertir aux thèses du parti zurichois. Ainsi la section zurichoise met à disposition son secrétariat pour les toutes jeunes sections créées dans les cantons conservateurs et catholiques de Suisse centrale suite au refus de l'EEE. Ils imposent par là une orientation « zurichoise » à ces nouveaux partis cantonaux^{xxvi}. L'étape suivante est l'absence totale de référence à l'adhésion à l'Union européenne dans le programme du parti suisse. Dans ce dernier, le parti se veut celui des bilatérales et refuse l'adhésion à l'UE comme objectif de la politique extérieure suisse^{xxvii}. En fait, cet acte témoigne de la nouvelle orientation, imposée dans un congrès au début de l'année 1995, contre les sections social-libérales ou « modérées ». C'est à une petite majorité que ce programme est adopté. L'année suivante verra l'arrivée d'un président de parti incarnant la nouvelle orientation du parti, le zurichois Ueli Maurer^{xxviii}, actuel membre du gouvernement. L'UDC s'oppose à « Oui à l'Europe » au nom de l'indépendance du pays, de la défense de sa démocratie directe, de sa neutralité et de son fédéralisme.

Le texte est refusé par le peuple et les cantons le 4 mars 2001 avec 76,8% des voix s'étant exprimées ce jour-là (55,8% de participation)^{xxix}. Le clivage linguistique s'est moins clairement manifesté, les Romands ayant rejoint en partie les Alémaniques dans leur euroscepticisme^{xxx}.

Ce résultat va durablement abattre le camp pro-européen en Suisse et contribuer à geler la cause de l'adhésion, qui deviendra d'ailleurs un sujet tabou. Les partis bourgeois paient électoralement le prix de leur hésitation sur cet objet. En effet, comme le montre les enquêtes électorales, l'aile droite et souverainiste du PDC et du PRD n'a pas accepté que ces partis abandonnent ce qui étaient perçus comme les « fondamentaux » de l'identité suisse, et leurs partisans vont trouver refuge à l'UDC qui a su muscler le discours historique issu de la Défense spirituelle.

Suite au refus de l'EEE, les Suisses et les Européens trouvent toutefois un terrain d'entente avec des accords bilatéraux. L'UDC, définitivement profilée sur le dossier européen, va s'opposer à plusieurs reprises à un volet de ces nombreux



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°4 | May 2018

accords, celui sur le libre-établissement des travailleurs, notamment à l'aide de référendums en 2005 et 2009 ainsi qu'à l'accord d'association à Schengen-Dublin (2005) mais sans succès.

En face, les radicaux accompagnés des démocrates-chrétiens, se profilent comme les gardiens des accords bilatéraux, sans toutefois arriver à théoriser le lien entre nation et Europe ; ils ont d'ailleurs abandonné toute référence nationale dans leurs discours depuis le vote sur l'adhésion de 2001. Pour faire face à l'UDC, des projets de rapprochement entre radicaux et démocrates-chrétiens sont envisagés mais restent sans lendemain. Le seul résultat tangible est la fusion avec le petit Parti libéral suisse, d'origine libéral-conservatrice protestante, sans autant que le désormais Parti libéral-radical (PLR dès 2009) retrouve son aile conservatrice tandis qu'il a déjà perdu son aile sociale et centriste fortement engagée dans le combat européen. Le PLR devient un parti libéral de droite, qui n'est pas son rappeler ses homologues hollandais et danois.

Mais en sus de l'offensive électorale, les conservateurs helvétiques lancent également un assaut intellectuel en vue d'une hégémonie culturelle. Ainsi un jeune journaliste alémanique passé par la direction du quotidien conservateur allemand *Die Welt*, Roger Köppel, va reprendre un hebdomadaire libéral de centre-gauche, journal phare de la bourgeoisie zurichoise, *Die Weltwoche*, et en faire un titre provocateur et agressif, au début des années 2000, diffusant les valeurs de cette Nouvelle droite. Roger Köppel devient l'invité favori des talk-shows, moyen privilégié de diffusion de l'idéologie conservatrice comme l'exemple américain le montre^{xxx}. En automne 2015, Roger Köppel, désormais membre de l'UDC, devient le député le mieux élu du pays. Christoph Blocher, dont on soupçonne l'ombre derrière la *Weltwoche*^{xxxii}, va acheter le quotidien bâlois *Basler Zeitung* en 2010 et y impose un éditorialiste passé par la *Weltwoche*, qui est par ailleurs son biographe, Markus Somm, un membre de l'aile droite du Parti libéral-radical. Le journal renoue immédiatement avec la ligne libéral-conservatrice de son ancêtre, les *Basler Nachrichten*. Cette tentative sera un échec et après avoir constaté la chute significative du lectorat, Christoph Blocher, annonce en avril 2018 vendre le journal au groupe de presse Tamedia reprenant en échange des titres gratuits alémaniques. Fin 2014 éclate une polémique dans le saint des saints de ce qui reste du cœur intellectuel PLR: le conseil d'administration de la *Neue Zürcher Zeitung*, organiquement liée au PLR, pense à Markus Somm pour diriger la rédaction du journal, lequel, face à la polémique, retire sa candidature. Tentative avortée de convertir au conservatisme l'intelligentsia helvétique et le PLR, cet épisode signale le rôle d'intellectuels conservateurs désormais incontournables. En août 2017, Christoph Blocher annonçait le rachat d'un nombre important de titres régionaux alémaniques par son groupe *BaZ Holding*. Cette offensive intellectuelle et médiatique n'a longtemps pas concerné la Suisse romande, dernier potentiel de croissance électorale de l'UDC. Toutefois, en avril 2018, Christoph Blocher annonçait son intérêt pour la participation financière dans deux titres gratuits lémaniques : *GHI* et *Lausanne cités*.



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°4 | May 20018

Un signe que, malgré l'échec de la tentative *Basler Zeitung*, le tribun zurichois souhaite continuer le combat idéologique par une influence dans des titres de presse.

Fort de ces relais médiatiques, l'UDC réussit à imposer définitivement son agenda, après des ballons d'essais réussis notamment avec une initiative populaire demandant le « renvoi des criminels étrangers », acceptée en 2011, à l'aide d'une d'initiative populaire proposant de contourner l'immigration en Suisse en attaquant directement le libre-établissement des personnes entre l'UE et la Suisse. Le texte est en effet accepté par une courte majorité des votants en février 2014 et cela face à des partis et à un gouvernement relativement apathiques. Le Parlement a mis ensuite en place une loi d'application peu fidèle au texte constitutionnel. En réaction, l'UDC lance une nouvelle initiative, le 24 juin 2017, plus directement encore dirigée contre les accords bilatéraux.

On a pu voir, dans ce court article, comment un parti, par le biais de son leader, a su s'emparer d'un discours conservateur historique en utilisant les mécanismes de la démocratie semi-directe dans un contexte de rapprochement avec l'Union européenne. Ce discours a été abandonné par les autres partis qui ont évacué leur ADN conservateur et ont manqué de se positionner de manière claire sur l'intégration européenne là où l'UDC semblait limpide^{xxxiii}.

L'UDC se démarque des partis populistes européens, parfois marginalisés dans les différents systèmes politiques nationaux, par sa grande intégration dans le système politique helvétique, de par son origine de parti agrarien conservateur lui ayant permis de participer au gouvernement fédéral sans interruption depuis 1929 et également grâce à la démocratie directe qui lui permet d'influencer l'agenda politique, souvent avec succès, Il y a bien sûr d'autres raisons sur lesquelles nous nous n'avons pas le temps de revenir ici.

Pour conclure, on se permettra quand même d'évoquer quelques pistes expliquant les succès de ce parti. Comme on l'a vu, plus que populiste, l'UDC est un parti conservateur, qui a su sortir de ses bastions traditionnels agrariens. Il a réussi, comme les conservateurs « fusionnistes » américains, sous l'égide intellectuelle de William Buckley et Frank Meyer à l'assaut du Parti républicain^{xxxiv}, à réunir les conservateurs protestants et catholiques dans un même parti dans une alliance entre traditionalisme et libertarianisme économique, tout en mobilisant des entrepreneurs à succès, et plus récemment des



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°4 | May 2018

intellectuels. Ne négligeons toutefois pas que c'est aussi chez les « perdants de la globalisation »^{xxxv}, les classes populaires, que le parti remporte des suffrages et ce devant le Parti socialiste. Le concept de perdants de la globalisation postule qu'une catégorie des électeurs des formations dites « populistes » votent de manière rationnelle : souffrant de l'ouverture des frontières car moins bien formées, ne parlant pas les langues étrangères, les anciennes classes moyennes (paysans et artisans) et les classes populaires seraient les plus touchées par la concurrence des travailleurs étrangers et voteraient donc avec des motifs protectionnistes. À l'inverse, les (nouvelles) classes moyennes, bien formées et plus compétitives, profiteraient du processus de modernisation issu de la globalisation.

En effet, l'immigration dans une Suisse fortement globalisée amène de la concurrence sur le marché du travail et dans le champ culturel. Ces populations modestes se sentent désemparées face aux changements économiques et culturels. Les propositions de certains acteurs politiques de donner le droit de vote et d'éligibilité aux immigrés au niveau cantonal sans passer par l'acquisition de la nationalité, le refus de l'enseignement de l'histoire nationale à l'école dans certains cantons et encore d'autres exemples tels que la volonté de changer l'hymne national actuel pour un hymne plus cosmopolitiste^{xxxvi} ne font que renforcer l'insécurité culturelle^{xxxvii} d'une partie des classes populaires qui votent ensuite pour l'UDC. Il conviendrait donc, que les autorités politiques rassurent cet électorat-là, avant toute nouvelle votation sur l'objet européen.

Blaise Fontanellaz

** politologue, spécialiste des partis politiques suisses*



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°4 | May 2018

ⁱ Voir Dominique RAYNIE, *Les nouveaux populismes*, Paris, Fayard, 2013, pp. 24-29, Oscar MAZZOLENI l'applique au cas de l'UDC en Suisse dans *Nationalisme et populisme en Suisse, la radicalisation de la 'nouvelle' UDC*, Lausanne, PPUR, 2003.

ⁱⁱ Cas MUDDE, *Populist Radical Right Parties in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, p. 58.

ⁱⁱⁱ Voir Damir SKENDEROVIC, « Paysannerie, classe moyenne et Nation : imaginaires et métamorphoses de l'Union démocratique du centre au XXème siècle », pp. 45-70, in Oscar MAZZOLENI, Olivier MEUWLY, (dir), *Voisinages et conflits, les partis politiques suisses en mouvement*, Genève, Slatkine, 2012.

^{iv} Entretien de l'auteur avec Christoph Blocher.

^v Voir à ce propos l'ouvrage d'histoire intellectuelle de Thomas ZAUGG, *Blochers Schweiz : Gesinnungen, Ideen, Mythen*, Zürich, NZZ Libro, 2014.

^{vi} Andrew HEYWOOD, *Political Ideologies, an Introduction*, Basingstoke, Palgrave, Macmillan, 2003., pp. 98-100

^{vii} Scores de la section pour les élections au Conseil national : Oscar MAZZOLENI, *Nationalisme et populisme en Suisse, la radicalisation de la 'nouvelle' UDC*, Lausanne, PPUR, Le savoir suisse, 2003, p. 82.

^{viii} En effet, la tradition continentale du conservatisme, née contre la révolution et qualifiée de réactionnaire, a été discréditée en grande partie en raison de sa collusion avec les régimes autoritaires et fascistes des années 1930-1940.

^{ix} Rencontre qui n'a pas eu lieu au niveau européen, si l'on excepte le cas anglais.

^x François HUGUENIN, *Histoire intellectuelle des droites, le conservatisme impossible ?*, Paris, La Table ronde, 2013.

^{xi} Daniel-Louis SEILER, "Liberal parties in Switzerland" pp. 359-375, in, Emil J. KIRCHNER (Ed.), *Liberal Parties in Western Europe*, Cambridge University Press, 1988, p. 361.

^{xii} Marcel GAUCHET, *La crise du libéralisme, 1880-1914, l'avènement de la démocratie*, II, Folio, Paris, Gallimard, 2014, p. 94.

^{xiii} Voir l'analyse de l'historien Olivier MEUWLY, *La liberté cacophonique, essai sur la crise des droites suisses*, Genève, Slatkine, 2008, pp. 96-119

^{xiv} Les élections fédérales de 2015 ont amené un sursaut avec plus 1,3% par rapport à 2011 et le gain de trois sièges au Conseil national.

^{xv} Voir URS ALTERMATT, *Le catholicisme au défi de la modernité : l'histoire sociale des catholiques suisses au XIX et XXème siècle*, Lausanne, Payot, 1994.

^{xvi} L'Initiative du Groupe pour une Suisse sans armée (GSSA) obtient 35,6% des suffrages en novembre 1989.

^{xvii} Pour un bref historique de cette affaire, voir : René SCHWOK, *Politique extérieure de la Suisse après la Guerre froide*, Lausanne, PPUR, Le savoir suisse, 2012, pp. 96-101.

^{xviii} Olivier MEUWLY, *La liberté cacophonique, essai sur la crise des droites suisses, op.cit.*, pp. 157-181.

^{xix} Elle reste pourtant organiquement liée au PRD.

^{xx} Pour une bonne histoire de ces deux journaux et de leurs tribulations idéologiques voir Alain CLAVIEN, *Grandeurs et misères de la presse politique en Suisse romande : le match Gazette de Lausanne-Journal de Genève*, Lausanne, Antipodes, 2010.

^{xxi} Pour un excellent compte-rendu des relations Suisse-Union européenne de cette période voir Pierre DU BOIS, *La Suisse et l'Espace économique européen*, France, L'Age d'Homme, 1992

^{xxii} Notion qui sous-entend que la Suisse est un cas particulier de par son histoire et ses caractéristiques institutionnelles comme le fédéralisme, la démocratie semi-directe, la neutralité permanente et armée, et le multilinguisme qui l'empêcheraient de mener une politique étrangère trop active et l'obligerait à suivre une politique étrangère indépendante et isolationniste (*Alleingang*).

^{xxiii} Organisation regroupant les PME orientée sur le marché intérieur.

^{xxiv} Par référence au plat populaire alémanique de pommes de terres, les Röstis soit barrière de Röstis. Pour un bon aperçu de cette question complexe voir : Pierre du BOIS, *Alémaniques et Romands entre unité et discorde, Histoire et actualité*, Lausanne, Favre, 1999.

^{xxv} Voir Philippe CHENAUX, *De la Chrétienté à l'Europe, les catholiques et l'idée européenne au XXème siècle*, Tours, CLD, 2007, pp. 85-102.

^{xxvi} Entretien de l'auteur avec Christoph Blocher.

^{xxvii} Programme UDC, 1995

^{xxviii} Conseiller fédéral en charge du Département des finances.

^{xxix} Hans HIRTER, Wolf LINDER, « Initiative populaire 'oui à l'Europe' », *Analyse des votations fédérales du 4 mars 2001 VOX n°73*, GFS, Université de Berne, 2001, p. 7.

^{xxx} *Ibid*, p. 10.

^{xxxi} Romain HURET (dir.), *Les conservateurs américains se mobilisent, l'autre culture contestataire*, Paris, Autrement 2008. pp. 70-82.



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°4 | May 20018

^{xxxii} Il s'agit en fait du financier libertarien tessinois Tito Tettamanti.

^{xxxiii} En fait, l'UDC a aussi connu quelques hésitations lors des référendums sur les accords bilatéraux en 2000 et 2009 notamment.

^{xxxiv} Terme qui caractérise le mouvement intellectuel qui émerge à partir des années soixante, puis surtout soixante-dix, qualifiée de *fusionniste* par le théoricien conservateur Frank Meyer comme le note l'historienne Blandine Chelini-Pont, et qui se caractérise par sa volonté de rassembler libertariens et conservateurs, protestants, catholiques et juifs notamment au sein de la *National Review* et dont les principales approches seront reprises par le mouvement néo-conservateur voir Blandine CHELINI-PONT, *La droite catholique aux Etats-Unis, de la guerre froide aux années 2000*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013.

^{xxxv} Le concept est du politiste Hanspeter KRIESI, (et al.), *Political Conflict in Western Europe*, United Kingdom, Cambridge University Press, 2012.

^{xxxvi} La Société suisse d'utilité publique a en effet lancé un concours pour un nouvel hymne national, le *Cantique suisse* étant jugé trop religieux et patriotique.

^{xxxvii} Le concept est de Laurent BOUVET qu'il définit ainsi dans un excellent ouvrage *L'insécurité culturelle*, Paris, Fayard, 2015 : « L'insécurité culturelle est donc l'expression d'une inquiétude, d'une crainte, voire d'un peur, vis-à-vis de ce que l'on vit, voit, perçoit et ressent, ici et maintenant, 'chez soi' des bouleversements de l'ordre du monde, des changements dans la société, de ce qui nous être à la fois proche ou lointain, familier ou étranger », pp. 9-10.